

Odyssey veut s'imposer dans les écoles à l'étranger



A Bangkok, l'école maternelle bilingue (français-anglais) d'Odyssey accueille une soixantaine d'enfants de 3 à 6 ans. Photo Odyssey Education

ÎLE-DE-FRANCE

La PME spécialisée dans la gestion d'établissements français à l'international vient d'annoncer une levée de dette de 20 millions d'euros auprès du gestionnaire d'actifs Tikehau Capital.

Lamia Barbot
@LamiaBarbot

Devenir un opérateur d'envergure mondiale dans le domaine de l'enseignement scolaire français à l'international. C'est l'ambition de Luc Chatel, président et cofondateur d'Odyssey. La PME parisienne créée en 2019 dans le domaine de l'éducation compte 12 établissements scolaires homologués par le ministère français de l'Éducation nationale en Europe, Asie et Afrique, ainsi qu'un *college* britannique

en Égypte. Ces établissements, qui vont de la maternelle au lycée, totalisent 4.200 élèves et 700 enseignants/encadrants. L'ancien ministre de l'Éducation nationale de François Fillon vise d'ici à 2028 une vingtaine d'établissements rassemblant environ 10.000 élèves.

Pour réaliser ces projets de croissance, qui passeront aussi par des acquisitions, Odyssey annonce ce lundi une levée de 20 millions d'euros de dette auprès du gestionnaire d'actifs Tikehau Capital. Une opération qui vient s'ajouter à l'augmentation de capital de 6 millions d'euros (réservée à ses actionnaires) réalisée en janvier.

Ouvertures au Vietnam et en Australie

Dans l'immédiat, le groupe va créer de nouvelles écoles dans la zone Asie Pacifique, avec l'ouverture en septembre d'un deuxième établissement au Vietnam, à Hanoï, après celui d'Hô Chi Minh Ville, et l'inauguration, en juillet, d'une école française à Perth en Australie. Des

investissements sont également prévus dans les structures déjà existantes, comme à Rome où un internat de 120 places au sein de l'Institut Saint-Dominique ouvrira ses portes en septembre prochain.

Odyssey entend se distinguer des 560 écoles françaises qui existent déjà à l'étranger avec une double approche. « L'idée est de prendre le meilleur des deux mondes en offrant un enseignement d'excellence et rigoureux propre à la France ainsi qu'une ouverture à l'international avec l'apprentissage de l'anglais dès la maternelle », décrit Luc Chatel. Une manière de concurrencer

les quelque 13.000 écoles anglo-saxonnes, très prisées des étrangers et des expatriés. A une différence près : les frais de scolarité y sont deux fois moins élevés. « On veut être accessibles », assure l'ancien homme politique.

Régulièrement sollicité par des familles ou des ambassades pour ouvrir ou reprendre des établissements en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie, Luc Chatel préfère pour l'instant refuser ces appels du pied et asseoir la notoriété de son groupe. « Nul besoin d'aller trop vite, nous avons besoin de garder une certaine agilité et de travailler sur un temps long pour développer une vraie connaissance des besoins de chaque pays où nous sommes et serons présents », explique-t-il. Une façon aussi de ne pas mettre en péril l'équilibre financier de l'entreprise qui affichera, pour la première fois, des résultats positifs pour l'exercice 2022-2023 et un chiffre d'affaires de 34 millions d'euros, contre 25 millions l'exercice précédent. ■

12

LE NOMBRE d'établissements scolaires homologués par le ministère français de l'Éducation nationale que compte Odyssey en Europe, Asie et Afrique.

Saipol investit à Sète pour développer les biocarburants

OCCITANIE

Spécialiste de la transformation des oléagineux, la filiale du groupe Avril cible à terme l'aéronautique.

Hubert Vialatte
— Correspondant à Montpellier

Leader européen de la transformation des oléagineux (colza et tournesol) en tourteaux pour l'alimentation des élevages et en huiles végétales pour la production des biocarburants, Saipol annonce 60 millions d'euros d'investissement sur le port de Sète, où il emploie 94 salariés. L'objectif de la filiale du groupe Avril est de diversifier le sourcing de matières premières et de fiabiliser la production, pour faire du site la plus grande unité industrielle mondiale en mesure de transformer du colza d'importation, son activité d'origine. Mais aussi des graines de Nuseed Caritana, une matière pre-

mière certifiée à faible teneur en carbone, développée par le semencier australien Nuseed.

Pour se positionner sur le marché de la décarbonation des transports, Nuseed et BP ont conclu un accord, en 2022, pour accélérer l'achat de Nuseed Caritana. Saipol entend accompagner « les besoins croissants du marché des carburants durables, par exemple pour le marché aéronautique », dit Christophe Beaunoir, son directeur général.

Le trafic de Saipol représente environ 20 % du trafic du port de commerce de Sète.

La première tranche de travaux, qui s'achèvera à l'été 2024, comprend le démantèlement d'installations inutilisées, la rénovation du bassin de récupération des eaux et de l'atelier d'extraction, et l'amélioration des infrastructures d'accueil pour le personnel et les sous-traitants. Une seconde tranche, en 2024 et 2025, permettra d'optimiser les capacités industrielles de transfor-

mation des graines, qui n'ont pas les mêmes caractéristiques selon les années – humides ou sèches.

Une nouvelle grue mobile

Cette montée en charge est anticipée. L'EPR Port Sud de France, qui exploite le port sous l'égide de la région Occitanie, propriétaire de l'infrastructure, a investi 6,7 millions d'euros dans l'acquisition d'une grue mobile Liebherr, pour décharger plus vite les cargaisons. En octobre, Saipol a acquis les silos de Centre Grains auprès d'Axérial.

Avec un million de tonnes de graines traitées par an, le trafic de Saipol représente environ 20 % du trafic du port de commerce de Sète. « L'annonce de cet investissement et les perspectives de développement de Saipol sont une bonne nouvelle, alors que le site était menacé de fermeture en 2019 », rappelle Olivier Carmès, directeur du port de Sète. Saipol emploie 600 salariés en France et dispose de cinq sites industriels. La branche « première transformation et énergies renouvelables » d'Avril, dont Saipol est le principal acteur, a réalisé un chiffre d'affaires de 3,3 milliards d'euros en 2021. ■

Une appli pour payer le parking grâce à sa plaque

INNOVATEURS

Bénédicte Weiss
— Correspondante à Strasbourg

Qui n'a jamais pesté au moment de payer son stationnement en parking couvert, en fouillant dans ses poches pour retrouver le précieux ticket d'entrée ? C'est pour éviter cette situation que la fintech Lyf, née en 2017, et la société d'économie mixte Parcus.mobi, toutes deux basées à Strasbourg, viennent de lancer un système de paiement par plaque d'immatriculation. L'idée est d'offrir au client occasionnel le « même confort qu'aux abonnés dont les plaques sont déjà lues », indique Alexandra Pfeiffer, responsable du développement commercial chez Parcus.mobi. L'entreprise réalise 12 millions d'euros de chiffre d'affaires pour un effectif de 90 salariés.

Sur le papier, le principe est assez simple. Il se fonde sur Lyf Pay, application de paiement par smartphone déjà utilisable en caisse pour des courses ou au restaurant. Une fois qu'il l'a téléchargée, l'utilisateur y entre ses données bancaires et sa plaque d'immatriculation, qui est lue à l'entrée puis à la sortie du parking. Le temps de stationnement est alors calculé puis facturé à l'utilisateur, dont le compte bancaire est automatiquement débité grâce à l'appli-

cation. Le reçu de paiement y est instantanément disponible. C'est aussi un moyen de favoriser une démarche zéro papier.

Mais la mise en œuvre est un peu plus complexe. Il a fallu conformer le système de paiement automatique à la deuxième directive européenne sur les services de paiement (DSP2), qui impose une authentification forte lors des actes de paiement. Il va sans dire que pianoter sur son téléphone pour s'acquitter de sa place en sortie de parking aurait été un frein à la fluidité recherchée.

Les deux partenaires ont trouvé la solution pour résoudre ce problème sécuritaire : réaliser au préalable la double authentification nécessaire aux règlements, dès l'inscription dans l'application. « Adapter le système de Lyf Pay aux parkings et à leurs barrières a nécessité deux ans de travail », souligne Pascal Jacquin, le directeur général de Parcus.mobi. Le coût du développement global n'est pas dévoilé.

« Première brique » dans les transports

Le dispositif a été testé entre février et août 2022 dans un premier parking, puis dans cinq autres. Environ 500 personnes accèdent actuellement à ce service. Parcus.mobi entend maintenant « passer à la vitesse supérieure » en déployant cette année Lyf Pay sur les vingt parkings qu'elle gère, fréquentés par quatre millions de visiteurs par an. En parallèle, « Lyf engage une démarche de commercialisation auprès d'autres gestionnaires », confirme son PDG, Christophe Dolique.

Cette innovation constitue pour la fintech une « première brique » dans le secteur des transports, où elle espère notamment fluidifier le passage aux pompes à essence dans les stations-service. Une adaptation est aussi envisagée pour les achats de courses et de repas en drive. Lyf, qui emploie 150 personnes, a récemment passé la barre des six millions de téléchargements et des trois millions de comptes utilisateurs. ■

Il a dit



« Lyf engage une démarche de commercialisation auprès d'autres gestionnaires. »

CHRISTOPHE DOLIQUE
PDG de Lyf

Photo Lyf

Afyren s'allie au thaïlandais Mitr Phol pour conquérir l'Asie

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Le producteur d'acides organiques biosourcés va installer une unité de production en Thaïlande.

Françoise Sigot
— Correspondante à Lyon

Après Saint-Avold en Moselle, Afyren installe une usine en Thaïlande. La première, qui vient de démarrer, lui permettra de servir le marché européen et la seconde, annoncée pour début 2025, s'adressera au marché asiatique. « Nous avons des contacts avec des industriels locaux et des groupes internationaux, avec lesquels nous travaillons déjà, qui ont des usines en Asie », explique Nicolas Sordet, directeur général d'Afyren, dont le siège est à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

Pour concrétiser ce projet, le producteur d'acides organiques

biosourcés a créé une joint-venture qu'il contrôle à 70 % avec le numéro trois mondial du sucre, le thaïlandais Mitr Phol. Ce dernier lui fournira les résidus de cannes à sucre à partir desquels Afyren fabriquera les molécules mises en œuvre par les industriels de la cosmétique, de l'agroalimentaire, de la nutrition animale et d'autres.

Adaptation technologique

Afyren financera sur ses fonds propres et avec une partie de dette les 100 millions d'euros nécessaires à la construction de l'usine qui sera implantée sur le site de la sucrerie de Mitr Phol. « Le projet sera vertueux puisque l'usine aura un accès direct à la matière première, réduisant l'empreinte environnementale liée à son transport », fait valoir Nicolas Sordet. Il souligne que le site fonctionnera avec de l'électricité et de la vapeur d'origine renouvelable. Selon lui, cet ancrage environnemental est un atout pour conquérir le marché asiatique.

« La thématique environnementale est encore moins présente en Asie qu'en Europe, mais elle commence à prendre de l'ampleur »,

dit-il. Son objectif est d'implanter d'autres usines sur ce modèle afin de produire au plus près de ses clients. La prochaine étape pourrait passer par l'Amérique du Nord, un marché « probablement un peu plus important que l'Asie ».

Avant de produire ses molécules en Thaïlande, Afyren doit procéder à des adaptations sur ses procédures. Il s'agit de passer de la transformation d'une matière première issue des betteraves sucrières, à partir de laquelle il produit ses molécules en France, aux résidus de canne à sucre. « Notre technologie peut s'adapter à tous les résidus issus des productions agricoles », assure le dirigeant.

Le site thaïlandais vise une capacité de production d'environ 28.000 tonnes par an représentant un chiffre d'affaires annualisé d'environ 60 millions d'euros à pleine capacité. Elle devrait employer 80 personnes. En France, l'entreprise fondée en 2012 emploie une centaine de personnes entre son siège, des bureaux à Lyon et l'usine de Saint-Avold. Elle annonce ses premiers revenus cette année. ■